

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

6456

Prison de

Ruhengeri

Nom

: BUT MANZAPITE

Origine

: Babem

Chefferie

:

Territoire

: Mambasa

Profession

: Capita-vendeur

N° du R.E.

: 6456

Formule dactyloscopique :

Arrêté le

: 6.6.53 et 19.8.53

Condamné le :

5.3.54 à

{ Trois ans S.P.P
{ Deux ans BPP (Trib. App.)

1/4 de peine :

Sorti le

: 19.8.55

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.

Ruhengeri



10129

A mbi 67 jours S.P.P. + 7 j. C.P.C.
Date d'entrée : 6.6.53. Date de sortie : 19-8-53
RUANDA-URUNDI

R.N.P. 3967/F

Service Pénitentiaire

Prison de

Kigali Rukengeri

RE-14852

ex n° 14596

Fiche libération
condit à établir
par greffe

~~157801K~~
~~6456~~ H2795/usa
2^e cat

Nom : MANZAPITE Gabriel

Origine : Baberu

Chefferie :

Territoire : Nambasa

Profession : Capita-vendeur

N° du R.E. : ~~14802~~ ~~15780~~ 6456 / Paul.

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 6.6.53 et 19-8-53

Crois ans S.P.P.

Condamné le : 5-3-54 à

11-5-54 pour Trib Appel N 802 à 2 ans S.P.P.

1/4 de peine : 16-5-54 1 en affe

Sorti le : 19-8-55 / ~~19-8-55~~

Transféré le : Du à usa 26-3-54

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

fiche de lib. cond.
demandée par n° 1753/Just 4
du 22/6/54 au Gard. Pén. Kigali

LE GARDIEN.



Service Pénitentiaire

Prison de

Kigali

7m. et frais payés le 18.8.53

Quitt. n° 060157

RE 14596

Nom

MANZAPITA Gabriel

Origine

Babaru

Chefferie

-

Territoire

Mambasa

Profession

Capita-vendeur

N° du R.E.

14596

Formule dactyloscopique :

Arrêté le

6 - 6 - 53

Condamné le :

v 28.7.53

à

Deux mois et sept jours S.P.P.
6792 em. au no 86 (SPC)
7500 p.d.l em. 3 mois CPC

1/4 de peine :

Sorti le

7-12-8.53 / 20-8.53 / 27-8.53 / 10-11.53
Sort le 19.8.53

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.



PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.
=====

Le dossier R.M.P. N° *1000/1*
en cause de 1) *DIADENE*
2)
3)
4)
5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal
de *Résidence de N° 2000*

Kigali, le *11-10-1950* 1950.
Le Secrétaire du Parquet,



PARQUET DU PROCUREUR DU ROI
USUMBURA.

Usumbura, le 2. 11. 54

---:---

RMPA n° 802

Monsieur le Gardien de Prison

à Rubengeni

Monsieur le Gardien de Prison,

J'ai l'honneur de vous prier de ne pas exécuter

la SPS
CPC.

requis contre

HANZAPITE

RE.n° 6456

L'amende

Les frais

~~Les dommages et intérêts~~ ayant été payés le

21. 10. 54

L'Officier du Ministère Public

295

Le Procureur du Roi,

P LAMBOTTE.

P. Lambotte

14 596

Comptabilité modèle 18.

Frs. 161.-

Exercice

Budget

Art. Lit.

QUITTANCE

Bureau de Kigali

N° 060157

Le 18 août 1952

Reçu de M. Manza Jita

la somme de cent mille francs et un fr

pour un. ed. par RMP G40/Const.

(2) Désignation

Le Comptable (2) d



REQUISITION

N° du Rôle *660* /Cast.

A FIN D'EMPEISONNEMENT

TRIBUNAL DE POLICE DE KIGALI

Le Juge Suppléant du Tribunal de Police de Kigali,
En vertu de l'art. 142 et suivants du Décret du 11 juillet 1923,

Requiert M. le gardien de la prison de Kigali de maintenir en détention
le nommé *Manza bita*

fils de *Odianigu* et de

originaire de ,chefferie de

Territoire de District de

demeurant à *Prison Kigali*

condamné par le Tribunal de Police de Kigali en date du

à *2 mois et 7* ~~mois~~ jours de servitude pénale principale;

à *80* ~~80~~ jours de servitude pénale subsidiaire, faute de payer

l'amende de *200* frs dans le délai légal ;

à *7* jours de contrainte par corps à défaut de payer la

somme de *61.-* frs, montant des frais du procès, dans le délai légal;

à *3* ~~mois~~ de CPC ou *7.500* Frs de D.I. à *l'Etat*

(délai *2 mois*)

A Kigali, le

28. 7. 195*3*.

Le Juge de Police, J. Castermans,

Arrêté le *6 - 6. 53*

N° R.E. *14596*

G.G

TERRITOIRE DE RUHENGERI.-

TERRITOIRE
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI
GEBIED

N°
Rappeler dans la réponse
la date et le numéro.
In het antwoord vermelden
nummer en dagtekening.

Réponse au n°
Antwoord op het n°

du 19.....
van

.....1..... ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp

Détenu WANZAPITE, R.R 6456

Ruhengeri , le 31 août 1954.-
de

N° 2434 /Just. 4

A Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

à

U S U M B U R A .-

Minutée par :
Geminuteerd door :

Monsieur le Procureur,

Copiée par :
Afgeschreven door :

Collationnée par :
Gecollationneerd door :

Reçue le :
Ontvangen de :

Suite au transmis n° 1592/Pris. du 3 courant
de Monsieur le Gardien de Prison de Kigali dont copie vous
fut transmise, j'ai l'honneur de vous faire parvenir l'at-
testation de la remise du condamné WANZAPITE.-

LE GARDIEN DE PRISON,

A. DEVISSCHER.-



ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP. 3966/F.

L'an mil neuf cent cinquante^e trois le quatorzièm^e jour du mois de juin

Par devant Nous D. VAUTHIER Juge de Tribunal de Residence de u Ruanda, résid. à Kigali
~~Juge de Tribunal de Residence de u Ruanda~~ a comparu le nommé MANZAPITA, congolais, pré-
 qualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
 a exposé qu'une instruction du chef de Vol simpl^e, art. 79, 80 C.P.L.11.
 Abus d^e confianc^e, art. 95 C.P.L.11.

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus d^e six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose

L'an mil neuf cent cinquante trois, le quatorzièm^e jour du mois de juin

Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Tribunal de Residence de u Ruanda~~

Attendu que le nommé MANZAPITA,
 est prévu de vol simpl^e et abus d^e confianc^e,
 et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
 qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

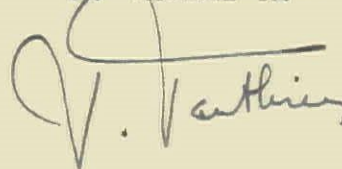
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé MANZAPITA,
 soit conduit et détenu à la prison de KIGALI

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge-Suppléant

D. VAUTHIER.-



RESIDENCE DU RUANDA
PRISON CENTRALE DE KIGALI.

Kigali, le 3 août 1954.-

Objet :
Réqu. emprt. MANZAPITE.

No 1592/Pris.

CPI. à Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-
Urundi à USUMBURA.

Le Gardien de Prison, PEEL.J.,
cc/Jacq. PEEL.-

Transmis à Monsieur le Gardien de Prison à Ruhe-
ngeri, la réquisition à fin d'emprisonnement concernant la
contrainte par corps a subit par le détenu élargé, en cas
de non paiement de frais de Justice.

Prière de renvoyer à Monsieur le Procureur du Roi
à Usumbura l'attestation de la remise du détenu.

Le Gardien de Prison, PEEL.J.,



2070/Just. V. m.
6.8.54
d.v.

Ruanda=Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de 1^{er} Inst. Appel

Conseil de guerre

Kidega
U-1.14
D
L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1^{er} Inst. Appel

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de

Maurice Ripali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

MANZAPITE

42791/esa

condamné par jugement du

Tribunal de 1^{er} Inst. Appel

Conseil de guerre de

du 10. 1.

19. 11, devenu irrévocable le

à

de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de

(ou) à 7 jours

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

7 f.

montant des frais du procès (ou) à

de contrainte par

corps faute de verser la somme de

montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A

Mua

, le

15. 7.

19 11

L'Officier du Ministère Public,

Le Procureur du Roi,

P. LAMBOITE

Lambotte

Date expiration s.p.p

19. 1. 15

Libéré conditionnellement le

Toute cte réduite
à 7 f.

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIÉGEANT EN MATIÈRE REPRÉSSIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 6 MARS 1954 :

EN CAUSE :
MINISTÈRE PUBLIC et la Partie Civile, le sieur
BOUSMANNE, Agent commercial
CONTRE : agissant au nom des Etablissements G. LALOUX;

MANZAPITE Gabriel, congolais, fils de Odiasin et de Mayayala, originaire de Bamberu, territoire de Mambasa, province orientale, résidant à Kigali, ex-capita vendeur aux service des Etablissements Georges Laloux, détenu préventivement à la prison de Kigali depuis le 6 juin 1953;

VU, par le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali, y siégeant en matière répressive, la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour :

Avoir, à Kigali, entre le 22 mars 1953 et le 6 juin 1953, détourné au préjudice des Etablissements Laloux des espèces ou des marchandises pour une valeur totale de 23.216,50 frs.; espèces ou marchandises qui lui avaient été remises à condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé; fait prévu et puni par l'art.95 du C.P.L.II;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expressément à son droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI le témoin en sa déposition faite sous la foi du serment;

VU la constitution de partie civile par le sieur BOUSMANNE, L. Agent commercial agissant au nom des Etablissements Georges Laloux;

OUI la Partie civile en sa demande;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

SUR QUOI le Tribunal prononce sur les bancs le jugement dont les termes sont repris ci-après :

ATTENDU que l'examen de la comptabilité du magasin dont le prévenu était capita-vendeur au service de la Société Laloux fait apparaître un déficit total de 23.216 frs. 50 pour les mois de mars, avril et mai 1953;

ATTENDU que le déficit était en réalité de 32.875 frs 50 mais la différence entre ces deux sommes soit 9.659 frs est constituée par des pourcentages dus au prévenu pour les mois de décembre 1952 à mai 1953 inclus;

ATTENDU que le prévenu reconnaît avoir pris dans la caisse le me de 13.100 francs dont il avait besoin pour la construction d'un cabaret; prétend l'avoir fait avec l'autorisation du Gérant européen, le sieur Bous-

ATTENDU que le sieur Bousmanne a déclaré n'avoir jamais donné autorisation et a même ajouté que le prévenu lui avait dit avoir pris cet me sans autorisation parce qu'il savait bien qu'il était inutile de la de-

ATTENDU que pour expliquer le surplus du déficit, le prévenu d'abord dit qu'il avait deux aides qui vendaient des marchandises sur la du magasin et qu'il ne contrôlait pas leurs ventes;

ATTENDU que d'après le prévenu lui-même, les recettes des aides étaient de 100 à 150 frs. par jour ce qui donnerait au mieux 9000 frs. par mois; que si le déficit leur était imputable, il faudrait admettre qu'il

.../...

détourné plus d'argent qu'ils n'en ont remis au capita;

ATTENDU qu'il est impossible, dans ces conditions, que même sans contrôle, le capita ne se soit rendu compte de rien; qu'en effet il est impossible qu'il ne se soit pas aperçu que les marchandises qu'il avait confiées à ses aides diminuaient dans des proportions anormales;

ATTENDU au surplus que les aides ne vendaient que les chemises et vestons usagés et que les inventaires prouvent qu'il n'en a été vendu que fort peu durant la période déficitaire;

ATTENDU d'ailleurs que le prévenu a fort bien senti que cette explication n'était pas sérieuse; que la preuve en est qu'il n'en a plus parlé dans la suite de l'instruction;

ATTENDU qu'il s'est défendu ensuite en disant que Monsieur Bousmanne ne lui remettait les copies d'inventaires qu'une huitaine de jours après que l'inventaire eut été fait et qu'il ne lui signalait pas les déficits;

ATTENDU que le sieur Bousmanne a déclaré qu'il signalait toujours les déficits au prévenu; que par conséquent, même huit jours plus tard le prévenu pouvait à la lecture de l'inventaire remarquer si celui-ci ne contenait pas d'erreur expliquant ce déficit;

ATTENDU que le prévenu reconnaît n'avoir jamais remarqué d'erreur;

ATTENDU que les sommes versées par le prévenu à son Gérant en mars, avril et mai 1953 sont de 97.041 frs., 80.989 frs. et 64.146 frs. soit 242.176 frs. et que le déficit de 32.375 frs. 50 soit environ 12 % du celui de 23.216 frs. 50 (compte tenu de ce qui est dû au prévenu) soit 9 % ne peut s'expliquer autrement que par un détournement frauduleux, aucun vol n'ayant été commis;

ATTENDU que le prévenu reconnaissant avoir pris 13.100 frs., le déficit supplémentaire de 10.116 frs. 50 ne peut non plus s'expliquer que par un détournement frauduleux dont on a toutes les raisons de croire qu'il a été opéré pour payer la construction du cabaret et le paiement de la licence de cabaretier;

ATTENDU qu'il résulte de ce qui précède que la prévention est établie telle qu'elle est libellée et qu'il y a lieu de condamner le prévenu de ce chef;

ATTENDU que le sieur Bousmanne s'est constitué partie civile au nom des Etablissements Laloux et réclame la condamnation du prévenu à payer aux Etablissements la somme de 23.266 frs. 50 - 4.280 frs. que le prévenu lui a déjà payée soit 18.936 frs. 50;

ATTENDU que cette constitution de partie civile est recevable; qu'en effet le sieur Bousmanne a reçu pour agir en justice une procuration des Etablissements Laloux, publiée au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi n°3 du 31-3-1952 page 156; qu'elle est fondée et qu'il y a lieu d'y faire droit;

ATTENDU qu'il y a lieu d'ordonner la mainlevée de la saisie des pièces comptables appartenant aux Etablissements Laloux et inscrites au R.O.S. du Gref. fe sous le n°294;

PAR CES MOTIFS :

LE TRIBUNAL,

VU les articles 5,7,8,9,15,16,17,95 du Code Pénal Congolais ap. au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 11 juillet 1953 tel que modifié à ce jour formant Code de Procédure pénale congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT ;

DECLARE l'infraction d'abus de confiance telle que libellée à la pré-

.../...

contrainte établie à charge du prévenu MANZAPITE Gabriel et en conséquence la

LE CONDAMNE de ce chef à TROIS ANS de servitude pénale;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de DEUX CENT DIX-SEPT FRANCS, réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non payement dans le délai légal;

STATUANT sur la demande de la partie civile;

CONDAMNE MANZAPITE G. à payer aux ETABLISSEMENTS LALOUX à titre de dommages-intérêts la somme de DIX-HUIT MILLE NEUF CENT TRENTÉ SIX FRANCS 50 f;

DONNE mainlevée de la saisie opérée sur les pièces comptables inscrites au R.C.S. du Greffe sous le n°294;

ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre que le condamné MANZAPITE ne parvienne à se soustraire par la fuite à l'exécution du présent jugement, ORDONNE SON ARRESTATION IMMEDIATE;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 5 mars 1954, à Kigali, à laquelle siégeaient Messieurs :

PAUL LANNON,
FRANCOIS FRAUTIER,
PIERRE DELFOSE,

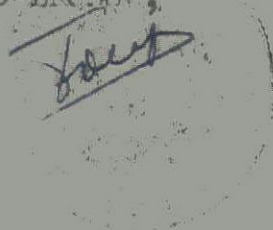
JUGE SUPPLÉANT,
OFFICIER DU MINISTRE PUBLIC,
GREFFIER,

LE GREFFIER,
P. DELFOSE,

LE JUGE SUPPLÉANT,
P. LANNON,

Four copie certifiée conforme

LE GREFFIER
P. DELFOSE,



LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DU RWANDA-URUNDI SEANT A USUMBURA
EN MATIERE REPRESSIVE AU DEGRE D'APPEL A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 10 MAI 1954 CINQUANTE QUATRE

En cause:

MINISTRE PUBLIC et la Partie Civile le sieur
BOUSMANNE, Agent commercial agissant
au nom des Etablissements G. LAIOUX

Contre:

MANZAPITA Gabriel, congolais, fils de Odiasin et de Mayayala, originaire de
Babaru, Territoire de Mambasa, province Orientale, résidant à Kigali
ex-capita-vendeur aux établissements Georges Laloux, détenu
préventivement à la prison de Kigali;

VU la procédure suivie par le Tribunal de Première Instance du
Ruanda-Urundi, à charge du prévenu préqualifié pour avoir:

" Avoir, à Kigali, entre le 2 mars 1953 et le 6 Juin 1953, détourné au
" préjudice des Etablissements Laloux des espèces ou des marchandises pour
" une valeur totale de 23.216,50 francs, espèces ou marchandises qui lui
" avaient été remises à condition de les rendre ou d'en faire un usage ou
" un emploi déterminé.
" Fait prévu et puni par l'article 95 du Code Pénal Livre Second;"

VU le jugement rendu par le Tribunal de Résidence du Ruanda à
Kigali en date du 5 Mars 1954 dont le dispositif suit:

" LE TRIBUNAL,
" STATUANT CONTRADICTOIREMENT,
" DECLARE l'infraction d'abus de confiance telle que libellée à la
" prévention établie à charge du prévenu MANZAPITA Gabriel et en
" conséquence,
" LE CONDAMNE de ce chef à TROIS ANS de servitude pénale;
" LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la
" somme de DEUX CENT DIX-SEPT FRANCS, réduite d'office à SEPTANTE CINQ
" FRANCS;
" FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de
" non paiement dans le délai légal;
" STATUANT sur la demande de la Partie civile;
" CONDAMNE MANZAPITA G. à payer aux ETABLISSEMENTS LALOUX à titre de
" dommages-intérêts la somme de DIX-HUIT MILLE NEUF CENT TRENTA SIX FRANCS
" 50% ;
" DONNE mainlevée de la saisie opérée sur les pièces comptables inscrits
" au R.O.S. du Greffe sous le n° 294 ;
" ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre que le condamné MANZAPITA ne
" parvienne à se soustraire par la fuite à l'exécution du présent jugement,
" ORDONNE SON ARRESTATION IMMEDIATE;"

VU l'appel interjeté contre ce jugement par le prévenu le 8 Mars
1954 et par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi le 24 Mars 1954;

VU la fixation d'audience au 26 Avril 1954 à Usumbura;

VU l'assignation à comparaître donnée au prévenu par exploit de
l'huissier J. PUEL de Kigali en date du 22 Mars 1954;

VU la notification d'appel et de date d'audience notifiée au
venu ci-dessus par exploit de l'huissier LENS Joseph d'Usumbura, en date
Avril 1954;

VU la notification de l'appel et de date d'audience notifiée à la
civile, le sieur BOUSMANNE; par exploit de l'huissier P. MAQUETRIAL
ra, en date du 2 Avril 1954;

VU l'audience du 26 Avril 1954 à laquelle le prévenu a comparu
l'audience de remise en date du 3 Mai 1954, assisté de son
tre JAMAR, avocat à Usumbura; et celle de ce jour.

la comparution de la partie civile Etablissements G. LAIOUX

présentée par Monsieur BOUSMANNE,

l'Agent commercial agissant au nom des Etablissements G.LALOUX, qui déclare maintenir sa constitution de partie civile;

OUI Monsieur le Président du Siège en son rapport sur la procédure et les faits de la cause;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions tendant à entendre confirmer le jugement entrepris;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par son conseil Maître JAMAR;

VU l'instruction faite devant le Tribunal;

SUR quoi le Tribunal, après en avoir délibéré, prononce le jugement suivant à l'audience du 10 Mai 1954;

ATTENDU que le jugement dont appel a été prononcé le 5 Mars 1954; que l'appel du prévenu est du 8 Mars 1954 et l'appel du Ministère public du 24 Mars 1954;

QUE les dits appels sont réguliers dans les délais et, partant, recevables en la forme;

ATTENDU que le fait mis à charge du prévenu est demeuré établi tel qu'il est exposé et correctement qualifié dans le jugement entrepris malgré les dénégations du prévenu, par les éléments de la cause et pour les motifs invoqués par le Premier Juge et que fait siens la présente juridiction;

ATTENDU que la peine prononcée dépasse quelque peu les nécessités d'une juste répression;

PAR CES MOTIFS,

Le TRIBUNAL DE PREMIER INSTANCE DE KIGALI se composant de M. le Juge d'Appel STATUANT CONFORMEMENT;

VU les textes légaux relevés dans le jugement entrepris;

VU le Décret du 3 Juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Rwanda-Urundi et spécialement en ses articles 61-66-67-68-78-79;

VU le Code de Procédure Pénale Congolais, rendu exécutoire au Rwanda-Urundi par l'O.C.T. N. 11/52 du 21 Juin 1949, spécialement en ses articles 109 à 117 ;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions faites à l'audience Publique du 10 Mai 1954 par Monsieur le Premier Substitut du Procureur du Roi G. Baron le Maire de Warzée;

RECOIT en la forme l'appel du prévenu et du Ministère Public;

~~DECLARE fondée la procédure d'appel en ce qui concerne la peine de servitude pénale principale;~~

en conséquence,

CONFIRME la décision entreprise sauf quant à la peine réduite à DEUX ANS de servitude pénale principale;

Quant aux frais:

MAI les frais d'appel taxés en totalité à la somme de francs 142 à charge du Gouvernement du Rwanda-Urundi;

AINSI jugé et prononcé à Kigali, en audience publique du 10 Mai 1954 cinquante quatre, à laquelle siégeaient Messieurs: R. BURNIAUX, Juge-Président, et ROUSSEAU, Les Juges, Assesseurs, G. Baron le Maire de Warzée, Ministre Public, G. BARON, Greffier-Adjoint,

Le GREFFIER-ADJOINT,

G. van der Graaf

Monsieur l'administrateur, quelle était la gravité de cette faute pour me punir
ainsi jusqu'à perdre totalement mon estime? En outre, j'ai constaté que refuser
en présence de prisonniers, cela montre le manque de respect au supérieur, me va à la
semaine à la honte.

Surtout à ce qui concerne les prisonniers nous sommes les mêmes
mais, les conditions ne sont pas les mêmes, ici je ne veux pas dire que j'allais terminer
ma prison sans être puni, en qualité d'évolué nous avons raison de réclamer le
soutien qui nous fut accordé officiellement par le Gouvernement dans sa lettre
du 18/01/53 et 13/02/55 adressée dans toutes les prisons du R.U. j'en profite
favorable à Kigali avec les autres frères aussi comme moi, comment pourrais-je perdre
cet avantage à Ruhenge sur un seul fait? - N'est-il pas logique de porter
l'affaire à votre autorité plutôt que de me plaindre ailleurs? Cependant j'aime
bien travailler ici à l'extérieur de la prison comme les autres, selon les travaux prévus
par la lettre précitée.

Daignez agréer, Monsieur l'administrateur, l'assurance
de ma considération très distinguée.

Le Gardien de Prison
Oudubert
d'arriver au papier
à la documentation

Le détenu Maurapite Gabriel.
Cahungu

Nanzapite Gabu
Detenu à la Prison
Ruhengeri;

En travail
En silence comme
tout le monde de

Ruhengeri, le 1-8-1954.

Monsieur l'Administrateur Territorial de et à
Ruhengeri
Je'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance
une audience ^{pour} vous donner mes explications sur le fait qui m'est arrivé.
Je m'excuse également auprès de Monsieur l'ex-gardien de la prison pour ne pas
considérer la présente comme plainte mais comme explication, puisque j'ai subi cette peine
sans aucune explication de ma part. Lundi le 12 et mardi le 13 juillet, j'ai ^{eu} chaque
jour 3 coups de fouet et 15 jours au cachot sur les fausses accusations de
militaires sans me interroger j'en fus puni; soit disant que je suis sorti de la prison,
si on avait posé les questions: quand? Comment? et la garde de qui? on
aurait jugé l'affaire.

Après avoir subi cette punition et fini le cachot de 15 jours
Monsieur l'ex-gardien me donne la houe et m'envoie au travail, je me demande

RESIDENCE DU RUANDA
COMMISSARIAT DE POLICE DE KIGALI.

Objet:
Fiches lib.cond.
Manzapite et Semakuba.

No 1838 /Pris.

Transmis à Monsieur le Gardien de Prison
à Ruhengeri, les fiches de libération condition-
nelle concernant les détenus en marge, fiches me
transmises hier par le Greffe de Kigali.

Le Gardien de Prison, PEEL.J.,

25.8.54.



24/46 / Jan 4/D
3.9.54

RESIDENCE DE RUANDA
Territoire de KIGALI

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné

Jacques PEEL, Gardien de Prison
Kigali

à

mandons M. le Gardien de la Prison de

de vouloir bien incarcérer les nommés:

MANZADITE et MAPFURAMO, transférés
l'un suivant lettre n° 2319/prison de M. L. Président de l'Union
datée du 28 mai 1954, l'autre pour jugement de police selon lettre
n° 2528/RMP 5702/1 de la même date que dessus;

prévenus de:

voir dossiers pénitentiaires ci-joints

infraction prévue par:

id.

mis en détention préventive depuis le

id.

suyant pièce dont copie ci-jointe

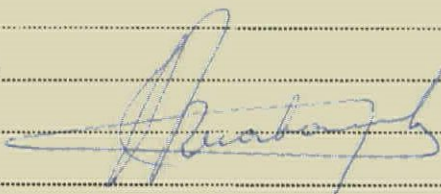
P.V.A pour le 22 observation pour le 22 -

Kigali, le 3 juin 1954
Le Gardien de Prison

Escorte:



Témoins:



REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 3866/T.

Reg. du rôle No 1048

TRIBUNAL

TRIALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de recevoir et emprisonner le nommé

ou préventivement à la prison de

condamné par jugement du Tribunal

en date du 5 mars

1934 devenu irrévocable le

15

mars

1934

à l'arrestation de

du chef d'abus de confiance

TRIALI

le

5

19

L'Officier du Ministère Public,

Date d'arrestation :

R. P. A. No 547
R. M. P. 3966/F/Kig /R. P. 1048

Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le septième jour du mois
de Avril

A la requête de F. CALUWAERTS Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné..... Huissier assermenté demeurant à.....

Ai donné notification à MANZAPITE Gabriel, congolais, fils de Odiasin et de
Mayayala, originaire de Baberu, Territoire de Mambasa, Province Orientale,
Résident à Kigali, ex-capita-vendeur aux établissements Georges LALOUX,
détenu préventivement à la prison de Kigali. *ma.*

faisant profession de.....

étant à :..... et y parlant à :.....

de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du 20 Mars 1954

du jugement rendu le 5 Mars 1954 par le Tribunal de Résidence de Ruanda à Kigali

en cause : Ministère Public contre MANZAPITE Gabriel, préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à MANZAPITE Gabriel
préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première Instance d'Usumbura, y séant, siégeant comme juri-

diction répressive au degré d'appel, du 26 Avril 1954 à

huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,



ASSIGNATION A PRÉVENU

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le vingt-deuxième jour du mois de mars

A la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi

Je soussigné, PEEL Jacques

Huissier assermenté

de résidence à KIGALI

Ai donné assignation et laissé copie à MANZAPITE Gabriel, congolais, fils de Odiasin et de Mayayala, originaire de Baberu, Territoire de Mambasa, Province Orientale, résidant à Kigali, ex-capita-vendeur aux établissements Georges LALOUX, détenu préventivement à la prison de Kigali.

faisant profession de

résidant à

Etant à KIGALI

et y parlant à lui-même

A comparaître devant le Tribunal de 1^{re} Inst. degré d'App. séant à Usumbura en matière repressive

le 26 Avril 1954 à 8 heures du matin, pour

Avoir, à Kigali, entre le 2 Mars 1953 et le 6 Juin 1953, détourné au préjudice des établissements LALOUX des espèces ou des marchandises pour une valeur totale de 23.216,50 francs, espèces ou marchandises qui lui avaient été remises à condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.-

Fait prévue et punie par l'article 95 du Code Pénal Livre II.-

Y présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à intervenir.-

Dont acte, Coût : _____ francs

L'HUISSIER,



Greffier du { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
Conseil de guerre

ACTE D'APPEL

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le huitième jour de mars

au greffe du { Tribunal de Résidence du Ruanda
Conseil de guerre } séant à Kigali

et par devant nous (1) Pierre DELFOSSÉ, Greffier

a comparu (2) MANZAPITTE Gabriel

Lequel a déclaré interjeter appel d'un jugement prononcé le 5 mars 1954

par le { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
Conseil de guerre } dans l'affaire en cause

du ministère public } contre MANZAPITTE Gabriel

de la partie civile

Je ne suis pas d'accord avec le jugement rendu contre moi

Lecture faite, le comparant a persisté et signé avec nous.

Le Comparant,
s/ MANZAPITTE, G.

Coût : francs.

Dont acte.

Le Greffier,

s/ P. DELFOSSÉ,

Le témoin
s/ NGERUKA, E.

Le greffier certifie la conformité
du présent acte
P. DELFOSSÉ

[Signature]

(1) Greffier (ou) Juge.

(2) Nom du prévenu, de l'officier du ministère public ou de la partie civile qui interjette appel.

Offier R.E. 14.852

Successors of letters to F. L. Jones &
Perry & Kyle.

Cette affaire sera jugée à bref délai.

Pis que le jugement sera exécuté, en cas de
Ces Demandes à D. L. S. P. ou pour les mêmes
transfert de l'annuaire. 2/2/54 - R.R. Jettaint

- .K.H.-
RESIDENCE DU RUANDA.-
TERRITOIRE
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI
GEBIED

N°
Rappeler dans la réponse
la date et le numéro.
In het antwoord vermelden
nummer en dagtekening.

Réponse au n°
Antwoord op het n°

du 19
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp

Transfert détenu.

KIGALI le 28 mai 1954.-
de

N° 2319/ Prison.

TRANSMISS C.F.I.A Monsieur le Gardien de Prison à RUHENGIRI.-

A Monsieur le Gardien de Prison

à KIGALI.-

Monsieur le Gardien de Prison,

En réponse à votre lettre n°1122/Pris.du 25 mai 1954,
j'ai l'honneur de vous faire savoir que je marque mon accord au
transfert du détenu MANZAPITE Gabriel de la Prison de Kigali à celle
de Ruhengeri.

Le Résident du Ruanda, M. DESSAINT,



CETTE REQUISITION ANULE CELLE DU PREMIER DEGRE.-

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

Reg. du M.P. No

Reg. du rôle, No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de recevoir et emprisonner le nommé

condamné par jugement du Tribunal

en date du

19

devenu irrévocable le

19

à

du chef d

Date d'arrestation :

19. 8. 13

L'Officier du Ministère Public.
Le Premier Substitut du Procureur du Roi
Baron G. le MAIRE de WARZEE



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali

Police de (1) -

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZARITA, congolais, préqualifié, détenu à prison de Kigaliprévenu de Vol simple, art. 79 et 80 R.P. 11. Abus de confiance, art. 95 CPL.1Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953

autorisant la mise en détention préventive ;

Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 26 novembre 1953et au l'article 38 du ~~pré-dit~~ décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4) -Fait à Kigali le 20 décembre 1953

suppléant

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali

Police de -

I. REISDORFF. -

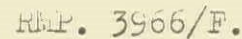
(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant { Résidence de RUANDA, résidant à Kigali

Le Juge du Tribunal de { Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de ANZAPITA, congolais, préqualifié, détenu à la prison de Kigali

prévenu de Vol simple, art. 79 et 80 C.P.L.l. Abus de confiance, art. 95 CPL.l.

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953
 autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions :

Entendu l'inculpé et son défenseur M. _____, agréé par nous, (2) _____

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention :

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 27 Octobre 1953

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4) -

Fait à Kigali le 26 novembre 1953

suppléant
Le Juge du Tribunal de } Résidence du Ruanda, résidant à Kigali
Police de-

/// FREUDYHOLM ///
A. LESTRADE.

V. Perry

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant

Le Juge du Tribunal de

{	Résidence de	Ruanda, résidant à Vigali
	Police de	(1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZAPITA. congolais, préquabifié, détenu à la prison de Vigali
 prévenu de Vol simple, art. 79 et 80, abus de confiance, art. 95 III.11.

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953
 autorisant la mise en détention préventive ;

Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
 nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 27 septembre 1953 ;
~~et vu l'article 38 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera, néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté~~
 provisoires aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Vigali le 27 Octobre 1953

suppléant
Le Juge du Tribunal de

{	Résidence de	Ruanda, résidant à Vigali
	Police de	(1)

A. I REUD'HOMME.

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

supplément

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Bandj, résident à Ngali
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZALITA, congolais, présumé,
écroué à la prison de Ngali
prévenu de Vol simple, art. 79¹ 80 CPL .11, abus de confiance, art. 95 CPL.11

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M _____ agréé par
nous, (2) _____

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

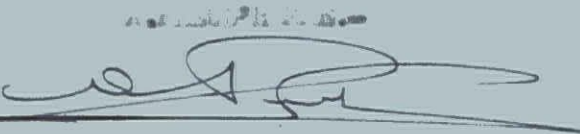
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 28 août 1953 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées (4)

Fait à Ngali le 27 septembre 1953

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Bandj, résident à Ngali
Police de (1)



(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

N.A.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

supplément

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Bu nda, résidant à Kigali
 { ~~Police de~~ congolais

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZAPITA, / ~~munyirwanda~~, préqualifié,
 détenu à la prison de Kigali
 prévenu de Vol simple, art. 79 et 80 et abus de confiance, art. 95 C.P.L.11

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953.
 autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
 nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 29 juillet 1955 ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
 provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 28 août 1955.

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Bu nda, résidant à Kigali
 { ~~Police de~~ congolais

A. FREUDHON E.

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves
 et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

NAZ

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge/du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Police de~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZAPITA, congolais, préqualifié,
 détenu à la prison de Kigali
 prévenu de vol simple art.(79 et 80) Abus de confiance,(art. 95) C.P.L.11.

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953.

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par

nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

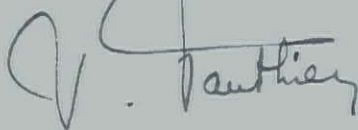
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 29 juin 1953.-

~~Article 38 du présent décret, Ordonnons que l'inculpé sera, vu l'ordonnance, en sa demande, laissé en liberté
 provisoire aux conditions prévues aux articles 33 et 34.~~

Fait à Kigali le 29 juillet 1953.-

suppléant
 Le Juge/du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
 Police de

D. VAUTHIER.-



(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge/du Tribunal de

{	Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
	Police de

Vu les pièces de l'instruction à charge de MANZAPITA, congolais, préqualifié,
 détenu à la prison de Kigali
 prévenu de Vol simple, (art. 99, 0,) Abus de confiance, (art. 95)C.P.L.11.

Vu l'ordonnance en date du 14 juin 1953-
 autorisant la mise en détention préventive ;

Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréée par
 nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 14 juin 1953.4 ;

et vu l'article 34 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
 provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

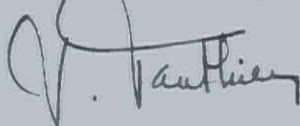
Fait à Kigali le 29 juin 1953.

suppléant

Le Juge/du Tribunal de

{	Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
	Police de

D. VAUTHIER.-



- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
 (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.
 (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
 (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

MANDAT D'ARRET PROVISOIRE

(Décret du 11 juillet 1923)

N.A.

PRO JUSTITIA

Nous, Officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance d'Usumbura, séant à Kig

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de MANZAPITA, Gabriel, congolais, fils de Odiasine et de Mayayala, originair^e de Bab^eru, Territoir^e de Bab^eru, Mambasa, Provinc^e Oriental^e, résidant à Kigali, Capita-vend^eur aux établiss^ement Géorg^es Laloux.

prévenu de. Vol simpl^e, art. 79 et 80 C.P.L.11. Détourn^ement fraudul^eux, art. 95 C.P.L.11.

Infraction prévue par l art. (Voir ci-dessus)

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une

peine de plus d^e six mois /rs/ de S.P.P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923

Mandons et ordonnons que le susdit MANZAPITA, Gabriel, préqualifié.-

soit arrêté et conduit à la maison centrale d^e Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 9 juin 1953.

L'Officier du Ministère Public,

F. FRAPIER.-



PROCES VERBAL D'ARESTATION

L'an mil neuf cent .. 53 .., le .. 6^e ..
 jour du mois de .. juin ..
 Nous, .. ~~Paulus~~ Marcel ..
 en Territoire de Kigali, Officier de Police Judiciaire à
 compétence .. Kigali ..
 Avons; en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
 saisi le nommé .. MANZAPITE .. fils de .. G. dia ..
 et de .. Ndaya .. originaire du territoire de .. Ndaya ..
 chefferie .. Buhoro .., sous-chefferie .. Bafumbiro ..
 colline .., résident à .. Ndaya ..
 inculpé de .. ~~vol~~ ..
 et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punis-
 sable de-(1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude
 pénale et-(1) qu'elle est flagrante ou réputée telle-(2) que nous
 avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons
 fait conduire à la prison.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,



- (1)(2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 Km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.